

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUREDEN

34 rue Ferdinand Buisson
ZAC de Kervinadou 3
29300 Mellac

Code AIOT : 0005503719

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2023 dans l'établissement EUREDEN implanté Bel Air 56120 La Croix-Helléan. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 laquelle, sur la base du retour d'expérience accidentologique dans le secteur d'activité des silos, porte en particulier sur le contrôle du respect des exigences en matière de prévention du risque incendie, en lien avec l'utilisation d'équipements susceptibles d'être à l'origine de départs de feux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Bel Air 56120 La Croix-Helléan
- Code AIOT : 0005503719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUREDEN a été autorisée à exploiter son site de La Croix-Helléan par arrêté préfectoral du 22 février 1990, successivement modifié par arrêtés complémentaires des 31 octobre 2003, 08 février 2010 et 04 novembre 2011.

Par déclaration de bénéfice des droits acquis du 30 novembre 2015, l'exploitant indique une

capacité de stockage de céréales de 17 990 m³, classée sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2.a de la nomenclature des installations classées.

Les capacités de stockage sont constituées :

- d'un silo palplanches comprenant 10 cellules métalliques,
- d'une tour de manutention abritant 2 boisseaux grains humides,
- de deux séchoirs à grains.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés lors de cette visite de contrôle, l'Inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité ou d'insuffisance particulière sur les points de contrôle vérifiés en matière de prévention du risque incendie, sur le plan de la formation du personnel ainsi qu'au niveau des dispositifs de sécurité associés aux équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a été notamment réalisée en présence du responsable silo du site EUREDEN de La Croix-Helléan, en poste depuis 2004. Celui-ci est seul à la conduite du site en dehors des périodes de collectes, et travaille en binôme avec un collègue du groupe EUREDEN la moitié de l'année (sur la période de forte activité, s'étalant du 15/06 au 15/12, durant laquelle du personnel saisonnier peut également venir en renfort).</p> <p>Durant toute l'année, ce même collègue peut également le remplacer en cas d'absence. Un fonctionnement par interim est alors mis en place, en tant que de besoin, tenant compte du fait qu'en dehors de la période du 15/06 au 15/12, le site n'est pas ouvert tous les jours, mais en fonction des besoins liés à l'activité.</p> <p>Chaque site d'exploitation du groupe EUREDEN dispose d'une fiche descriptive où sont nommément mentionnées les personnes en charge du suivi des installations.</p> <p>Selon l'historique des formations dispensées au personnel, les deux personnes susmentionnées, en charge du suivi des installations ont plus particulièrement participé aux formations relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'activité de "stockage de grains" (en mars 2021) - formation interne groupe EUREDEN, - aux missions de "responsable silo" (en mars 2022 puis février 2023) - formation interne groupe EUREDEN, - au risque d'explosion (en avril 2023) - formation par un organisme extérieur, - au maniement des extincteurs (janvier 2021). <p>La liste des personnes formées à la sécurité des silos ainsi que les attestations de formation ont été fournies. Les responsables silos suivent tous le même cursus de formation.</p> <p>Les formations dispensées et à prévoir font l'objet d'un plan de formation informatisé, suivi par le responsable d'exploitation, et chaque salarié du groupe EUREDEN dispose d'un accès à un compte personnel dans lequel figure notamment son cursus de formation.</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le support de la formation relative à la prévention des risques dans les silos (dispensée au personnel permanent ainsi qu'aux saisonniers) : ce document paraît adapté puisqu'il présente l'accidentologie et décrit les risques d'incendie et de formation d'atmosphère explosible pouvant survenir sur les installations ainsi que la conduite à tenir et les mesures de prévention et de protection à respecter, - le livret d'accueil pour les intervenants extérieurs. <p>Les constats ainsi réalisés permettent d'indiquer que le suivi en termes de formation du personnel aux risques liés à l'exploitation des silos est correctement réalisé. Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est renouvelée régulièrement pour le personnel permanent. Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit également une sensibilisation adaptée aux risques. L'ensemble du personnel est ainsi formé à</p>

l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation liées à la conduite des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité et d'exploitation sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles sont également accessibles sur informatique, par le personnel, sur l'intranet du groupe EUREDEN.</p> <p>Ces consignes décrivent la nature des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations, ainsi qu'à leur remise en service en cas de dysfonctionnement, incident et accident.</p> <p>La liste des points de contrôle à effectuer en marche normale figure dans l'outil de pilotage informatique ("plan de contrôle") qui permet d'assurer la traçabilité des opérations réalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité présentées par l'exploitant prévoient l'élaboration d'un plan de prévention encadrant les interventions pour travaux, accompagné d'un permis feu en cas d'opération spécifique par point chaud.</p> <p>Le plan de prévention est remis à l'intervenant extérieur, soit annuellement soit ponctuellement, en fonction de la nature et la fréquence des travaux prévus. Il recense l'ensemble des risques (accès/circulation, atmosphère confinée, travaux en hauteur, incendie/explosion, travaux électriques ou au voisinage d'installations électriques, ...), en lien avec l'activité et met en regard les mesures de prévention à respecter.</p> <p>Ces consignes sont reprises dans la procédure sécurité relative à l'accueil des entreprises extérieures.</p> <p>L'Inspection a examiné, par sondage, le dernier permis feu, délivré le 09 février 2023 à la société ACIA pour une intervention de changement de tuyauterie dans la tour de manutention, comprenant une opération de soudage à l'arc et l'utilisation d'une disqueuse.</p> <p>Ce permis feu contrôlé est correctement renseigné. Il précise notamment : les moyens de protection à mettre en œuvre ainsi que la vérification après travaux incluant une surveillance jusqu'à 2 h après la fin des opérations. Ce permis feu est associé au plan de prévention délivré à la société intervenante pour l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de manutention associées aux cellules de stockage des céréales comprennent : 6 transporteurs à chaîne (TC) , 4 élévateurs à godets (EG) et 1 transporteur à bandes (TB).</p> <p>Celles-ci sont reliées à une aspiration centralisée, équipée d'un évent débouchant vers l'extérieur. Ces convoyeurs sont munis des dispositifs de sécurité requis à l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 février 2010 (parmi lesquels : contrôleurs de rotation et déport de sangles au niveau des EG et du TB, détecteurs de bourrage sur les TC).</p> <p>Le double asservissement aspiration/manutention et la vérification des sécurités des déports de bandes font notamment partie des points de contrôle regardés par l'exploitant, lors de la vérification annuelle globale de ses installations.</p> <p>Par sondage (au niveau de TC2/EG2) , il a été vérifié que le fonctionnement de ces transporteurs était asservi à celui du système d'aspiration des poussières.</p> <p>De plus, trois tests ont été réalisés: le premier au niveau d'un détecteur de bourrage situé sur le TC4 en sortie de séchoirs, le second et le troisième, sur un détecteur de rotation et un contrôleur de déport de sangles respectivement, au niveau de l'élévateur EG4. Ces tests ont consisté à simuler un dysfonctionnement des dispositifs de sécurité afin de contrôler, d'une part, le report, sur l'écran de supervision, du signalement des anomalies de fonctionnement ainsi provoquées et, d'autre part, la mise à l'arrêt du convoyeur considéré. Ces tests ont été concluants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : La bande transporteuse et les sangles élévatrices associées ont été remplacées en 2002. Les certificats de conformité de ces équipements précisent leurs caractéristiques suivantes : résistance à la flamme suivant la norme NF EN 20340, ignifugé à cœur, antistatique suivant la norme NF EN 20284, avec revêtement caoutchouc anti-gras. De plus, la présence du marquage NF EN 20-340 a été observée sur la bande transporteuse lors de la visite de contrôle. Selon les informations figurant sur le site AFNOR dédié aux normes, la norme française NF EN 20-340 s'apparente à la norme internationale ISO 340, préconisée par le guide de l'état de l'art sur les silos. Aussi, au vu de ces éléments, il peut être considéré que le caractère non propageur de flamme a été pris en compte lors de la conception de cette bande transporteuse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La traçabilité et la planification des contrôles périodiques des installations sont reportées dans l'outil de suivi informatique. Les vérifications sont faites par un organisme de contrôle, en présence du responsable du site et les éventuelles actions correctives nécessaires sont programmées en lien avec le service maintenance.</p> <p>En particulier, les deux derniers contrôles des installations électriques, réalisés les 18 mai 2022 et 20 mars 2023 par la société Bureau Veritas, en conformité avec la norme NF C 15-100 susmentionnée, concluent en l'absence de non-conformité relevée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet